



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

changement climatique

Question au Gouvernement n° 2505

Texte de la question

CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. François-Michel Lambert.

M. François-Michel Lambert. Monsieur le Premier ministre, « si nous ne changeons pas notre mode de vie de toute urgence, nous mettons en péril la vie elle-même ». Ces mots d'António Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, prononcés le 2 décembre en ouverture de la COP25, traduisent l'urgence vitale dans laquelle nous nous trouvons.

Ils appellent à un changement systémique, rapide et profond dans nos manières de produire, de prélever, de construire, de nous nourrir, de nous déplacer ; un changement réel, traduction d'une volonté politique réelle, celle de prendre le problème à bras-le-corps, de passer de la parole aux actes. Mais cette volonté semble encore faire défaut, de façon totalement incompréhensible. À Madrid, la chaise vide du président Macron, étrangement absent, fournit bien la démonstration que l'urgence climatique n'est plus la priorité du Gouvernement.

Écoutons les opinions publiques qui s'emparent du sujet, écoutons les scientifiques qui ne cessent de nous alerter, écoutons la jeunesse qui ne veut pas d'un monde lancé sur la trajectoire suicidaire que nous lui laissons.

Monsieur le Premier ministre, les mots ne suffisent plus, il faut agir, prendre des mesures courageuses, visionnaires, qui dépassent les partis, les clivages et les intérêts particuliers ; agir pour rompre avec nos habitudes, arrêter la procrastination, ne plus se raconter d'histoires. Il y va de notre responsabilité collective. Pour l'instant, incapables de tenir nos engagements de la COP21, nous ne sommes pas à la hauteur.

Ma question est directe : où est la France au sein de la COP25 ? Quel message exprimons-nous ? Quels engagements prenons-nous ? Que répondons-nous à l'interpellation prémonitoire du secrétaire général de l'ONU ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LT et sur quelques bancs du groupe SOC. – M. Pierre Dharréville applaudit également.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député, « écoutons, écoutons, écoutons », dites-vous ; non seulement nous écoutons, mais, en outre, nous agissons. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) J'étais il y a quelques jours encore, avec le Premier ministre, à Madrid, à la COP25. Élisabeth Borne y est en ce moment même.

M. Pierre Cordier. Elle y est allée en avion ?

M. Maxime Minot. Voilà qui est écologique !

M. Éric Straumann. Et Mme Royal, où est-elle ?

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Nous sommes au rendez-vous. La France se bat pour la neutralité carbone au niveau européen.

M. Pierre Cordier. En construisant des éoliennes ?

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Aujourd'hui encore, à la veille de la publication du Green Deal européen, nous nous engageons pour demander que soit fixé l'objectif de 55 % de réduction des émissions carbone d'ici à 2030. Mieux encore, nous mobilisons des financements. Il y a quelques mois encore, nombreux étaient ceux qui prédisaient que nous échouerions à mobiliser les financements climat. Or non seulement la France a été au rendez-vous, mais c'est grâce à la France, grâce à l'implication d'Emmanuel Macron, grâce à celle du Premier ministre, de tous les ministres ici présents, du ministère des finances,... *(Sourires sur les bancs du groupe LR.)*

M. Aurélien Pradié. Alléluia !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. ...que nous avons réussi à lever près de 10 milliards de dollars pour le climat !

Mme Bérengère Poletti. Alors tout va bien !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. De plus, nous avons transformé, avec nos partenaires européens, la Banque européenne d'investissement en banque du climat. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Maxime Minot. Tout va très bien, madame la marquise !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Ce sont ainsi 1 000 milliards d'euros qui vont être investis dans la transition écologique d'ici à 2030. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Maxime Minot. Heureusement que vous êtes là !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Tout cela, c'est cette majorité qui y a travaillé, qui a voté en matière climatique des lois très ambitieuses qui commencent à s'appliquer dès maintenant.

M. Éric Straumann. Ce n'est pas l'avis de Nicolas Hulot !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Où est la France, me demandez-vous, monsieur le député ? Elle est plus qu'au rendez-vous : elle est l'une des lumières dans le chaos actuel, à l'échelle internationale, en matière de préservation de l'environnement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – « Amen ! » et autres exclamations crescendo sur les bancs du groupe LR.)*

M. Aurélien Pradié. Ne regardez pas trop le soleil, vous allez vous brûler les yeux !

M. Éric Straumann. Hulot, reviens !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Il faut encore des nations courageuses ; nous en sommes une : nous sommes sur le devant de la scène et nous n'avons jamais craint d'afficher nos ambitions climatiques ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. François-Michel Lambert.

M. François-Michel Lambert. Vous conviendrez, madame la secrétaire d'État, que l'urgence, pour le Gouvernement, semble être la réforme des retraites et votre stratégie de division du pays consistant à monter les Français les uns contre les autres (*Protestations sur les bancs des groupes LaREM et MODEM*), plutôt que l'indispensable mobilisation pour le climat. Mais nous en reparlerons bientôt ! (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SOC et GDR.)

Données clés

Auteur : [M. François-Michel Lambert](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2505

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès de la ministre)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès de la ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)